

Rapport de L'atelier C sur le sous thème du colloque international de Ouidah « L'Afrique aux ressources inégalables dans le monde »

Axé sur le thème central intitulé : « **Pas d'Afrique crédible sans le panafricanisme** », le colloque international de Ouidah, organisé sous L'égide de L'IDEE (Institut de Développement et d'échanges endogènes) s'est effectivement tenu du lundi 23 au vendredi 27 avril 2007. Après deux jours de travaux intenses faits de communications aussi enrichissantes les unes que les autres, les participants au colloque se sont éclatés en ateliers pour réfléchir sur la problématique du thème central à travers des sous thèmes sur lesquels leurs génies et attention ont été focalisés pendant deux (2) jours de travaux assidus.

L'atelier C présidé par son excellence **DAH KPOGNINO**, envoyé spécial du Président de la République haïtienne, s'est penché sur les ressources inégalables de L'Afrique, ressources qui font d'elle un continent potentiellement riche mais qui paradoxalement joue les derniers rôles dans le concert des Nations. Abordant le sous thème, les membres de l'atelier ont jugé utile de faire connaître quelques chiffres et statistiques à L'appui de l'immensité des richesses naturelles, minières, agronomiques et autres dont regorgent le continent africain avant de faire quelques analyses pertinentes qui ont débouché sur la nécessité de fédérer les Etats d'Afrique en vue d'une meilleure conjugaison des efforts, des talents et des intelligences. Ainsi le plan suivant a été adopté :

I- Les ressources naturelles

- 1- Les minières intarissables
- 2- Les agronomiques : la disponibilité en terre arable au-delà des besoins du siècle
- 3- Les énergies prometteuses inexploitées

II- Les ressources financières

III- Les ressources humaines

- 1- Education
- 2- Culture
- 3- Politique et société civile

Méthode de travail adoptée : constats, analyse et recommandations

Les débats en atelier ont donc permis d'aboutir aux résultats suivants :

I- Les ressources naturelles

1- les ressources minières intarissables : constats et analyses

Les différentes interventions, il ressort que l'Afrique est un réservoir incontesté de matières premières indispensables pour amorcer un décollage économique endogène. Les communications présentées par les spécialistes ont permis d'inventorier qualitativement et quantitativement les gisements miniers intarissables qui drainent l'Afrique mais qui malheureusement sont systématiquement pillées par les anciennes puissances colonisatrices et d'autres Etats et sociétés occidentales : ainsi, L'un des objectifs visés par les membres de L'ateliers c'est de donner une visibilité sans équivoque de L'existence réelle de toute ces potentialités. A cet effet, il faut savoir que le continent africain, en terme de pourcentage dispose d'au moins la moitié de toutes les ressources minières mondiales soit 50% de Thorium, plus de 50% des gisements d'or, 50 % de phosphates, 50 % de Cobalt, 55 % de manganèse, 90 % de Chrome, 85 % de platine, 96 % de

diamant. L'Afrique dispose d'impressionnant gisement de fer, de pétrole, de plomb, de nickel. Plus particulièrement dans le domaine énergétique, L'Afrique est un continent des contrastes pour emprunter les propos de l'éco- hydrologue **Luc SINTONDI**, professeur assistant à L'université d'Abomey-Calavi. Ces propos du professeur Luc s'explique quand on sait que :

- L'Afrique dispose d'un vaste potentiel énergétique avec la présence de vallées très fertiles, la vallée de Ouémé au Bénin, la faille de la Rift Valley en Afrique Centrale et les bassins hydrauliques de L'Afrique Centrale pour ne citer que ceux là.

Malgré tous ces atouts, L'accès à l'énergie, une composante essentielle du développement économique, politique et sociale reste une casse-tête pour les dirigeants africains et un calvaire pour les populations, surtout celles rurales. Les conséquences sont visibles avec le faible taux d'exploitation des capacités énergétiques disponibles. 13 % des capacités hydrauliques sont exploitées en Afrique. Toute fois, il convient de noter que les pays du nord d'Afrique exploitent 50 % de leur production, le Nigeria 11 % de sa production. Dans le domaine de L'exploitation des ressources pétrolifères 3,6% des capacités de raffinage installées dans le monde reviennent à L'Afrique qui ne consomme que 3 % de la consommation mondiale.

En ce qui concerne l'électrification des pays africains, L'Afrique du nord vient encore en tête avec 93,6 % contre 23,6 pour l'Afrique au sud du Sahara. Les pôles d'attraction de l'électricité sont les villes puisque les populations rurales qui représentent plus de 70 % des populations sont mal loties. Plus de 8,4 % de cette importante tranche de la population à accès à l'électricité.

Les membres de L'atelier ont constaté non sans amertume que 58 % des africains excellent dans l'utilisation de la biomasse contre 14 % au niveau mondial. Le risque de dégradation voire de destruction du couvert végétal est donc perceptible ;

L'état des lieux des ressources minières intarissables fait dégager des goulots d'étranglement qui se résume à :

- L'incapacité de chaque pays africain à exploiter de façon rentable les différentes énergies disponibles à cause des coûts très onéreux des investissements lourds que nécessite leur exploitation ;
- Les pays africains pris isolement demeurent encore tributaire des pays du nord, qui préfèrent acheter à vil prix les matières premières brutes qui, une fois transformées en produits finis reviennent très chers à l'Afrique ;
- Les quelques rares usines de transformation installées par les multinationales étrangères de façon éparses sur le sol africain ne profitent pas réellement aux africains faute d'un cadre de régulation et des principes directeurs de gestion adaptées aux réalités socio- économiques des pays d'accueil ;
- Les stratégies de prix, de services ne tiennent pas compte du pouvoir d'achat des populations ;
- L'absence de L'extension du réseau électrique pour satisfaire les besoins d'un plus grand nombre d'africains constitue un frein au développement à tout point de vue.

Face à ces constats révélateurs des grands maux dont souffre le continent africain de nos jours, certaines recommandations ont été faites pour permettre aux africains de jouir pleinement de leurs richesses et de s'en servir de façon efficace pour le développement du continent.

2- les ressources agronomiques : la disponibilité en terres au-delà des besoins du siècle : constats et analyses

Les continents africains disposent des ressources agronomiques extraordinaires. Les membres de L'atelier ont à juste titre fait remarquer qu'elle en possède de trop car plus de 600 millions des terres potentiellement cultivables et productives sont inexploitées. Une étude menée par la FAO en 2005 a précisé que seulement le quart des terres arables disponibles sur le continent est mise en valeur, c'est-à-dire que le capital terre existe et l'Afrique détient également le capital humain qualifié capable d'aider à trouver des solutions à la crise de développement qui frappe de plein fouet notre continent naturellement béni. La vallée de l'Ouème, reconnue comme étant la seconde vallée la plus riche au monde après celle du Nil, reste toujours inexploitée en dépit de sa capacité à produire une quantité inestimable de denrées alimentaires pour toute l'Afrique. Elle n'a d'ailleurs pas besoin d'engrais chimiques pour donner de bon rendement. Pire encore, le bassin du Niger, une autre grande potentialité agricole pour l'Afrique, n'a fait jusque là que l'objet de réunion interminable et de discours improductifs. L'atelier s'est interrogé sur le sort qui a été réservé à la décision ayant sanctionné le Sommet des Chefs d'Etats à Maputo en 2003, stipulant que 10 % du budget de chaque Etat soit consacré à l'agriculture. Après l'état des lieux de la situation agricole dans les divers pays africains, il est à noter que les handicaps majeurs qui se dressent sur le chemin du développement agricole en Afrique sont avant tout le manque notoire de volonté politique à opérer un choix judicieux, l'absence d'une orientation clairement définie, le déficit d'actions concrètes et pragmatiques sur le terrain. La conséquence qui découle d'une telle situation, c'est que les dirigeants africains ne consacrent pas suffisamment de moyens financiers pour sortir l'agriculture de sa précarité tout en lui insufflant un dynamisme certain grâce à la promotion des organisations agricoles et à leur participation effective au règlement des problèmes inhérents à leur profession. Pour ce faire, l'atelier a jugé nécessaire de faire des recommandations qui permettront d'asseoir les bases de la souveraineté alimentaire en Afrique tout en redéfinissant les possibilités d'un marché africain commun et les conditions de garanties et d'assurances à offrir aux producteurs.

3- les énergies prometteuses inexploitées : constats et analyses

Hormis les ressources minières et agronomiques, le continent africain dispose d'un vaste potentiel énergétique largement inexploité il s'agit notamment : des énergies solaires et éoliennes. La valorisation de telles énergies peut permettre à l'Afrique de régler les problèmes énergétiques qui se posent à elle, surtout dans les zones rurales. Mais compte tenu du coût très élevé des plaques photo-voltaïques, des plaques solaires et vu le faible niveau des revenus des populations, l'atelier a souhaité que les Etats africains utilisent à fond les autres sources d'énergies faiblement exploitées. Il a également émis le vœu de voir leur attention, celle des chercheurs focalisés sur des sources d'énergie encore inexistantes et qui probablement, grâce aux recherches scientifiques, verront le jour. Notons au passage que l'énergie solaire occupe assez d'espace et produit peu d'énergie tout en étant très coûteux.

II- Les ressources financières : constat et analyse

Le déséquilibre des flux financiers entre le nord et le sud au détriment du sud se trouve largement renforcé par les stéréotypes des schémas mentaux des intellectuels des pays du sud. On aurait pu parler des schémas mentaux des populations africaines tout simplement. Il ne peut pas en être ainsi parce que dans le dialogue nord-sud, ce sont malheureusement les intellectuels du continent, pour ce qui concerne l'Afrique, qui sont en contact avec le nord. La principale valeur des intellectuels du sud est l'enrichissement personnel, illicite et concurrentiel puisque l'échelle des valeurs met beaucoup plus l'accent sur les avoirs que l'être. En effet, nos sociétés africaines modernes privilégient l'avoir sur l'être au point de ramener l'être à l'avoir. Une telle perception de l'homme ouvre la porte à l'enrichissement illicite. La réalité africaine veut que le

visible soit essentiellement régulé par l'invisible, cet invisible qui est la racine de l'être. Il convient aujourd'hui de vider cet invisible de sa vision apeurant et émotionnelle qui éloigne la jeunesse de sa compréhension et de sa lecture constructive. La véritable nature de cet invisible pousse à dissocier l'individu de ses possessions sous le couvert des aides fantômes, en 2003, 69 milliards de dollars ont été accordés aux pays africains au titre de l'aide au développement. Seulement 27 milliards de dollars des 69 sont arrivées aux pays bénéficiaires. La politique de L'aide liée consiste à donner par la main gauche pour ensuite retirer par la main droite. A ce niveau les assistants techniques sont techniquement payés puisqu'ils enquêtent plusieurs fois sur un problème connu de tous. Le paradoxe, c'est que, 710 milliards de dollars ont quitté l'Afrique en 2003 pour les pays du nord contre 69 milliards de dollars représentant le montant total des aides de cette année là .Qui est alors riche et qui est pauvre ?

Pour répondre à cette question, il suffit de rendre un hommage bien mérité à l'un des précurseurs du panafricanisme, le Dr **Kwame Nkrumah**, lui qui avait très tôt vu que L'Afrique était la vache à lait des pays occidentaux et qu'il fallait très tôt s'unir pour mettre fin à la gabegie économique et repenser le devenir politique de L'Afrique balkanisée .Le plus grand mal du continent, hier comme aujourd'hui, est d'abord les africains eux-mêmes. Le microbe qui empêche la plante de croître se trouve en elle. C'est pourquoi, les pays Africains doivent se remettre en cause pour se départir des schémas stéréotypant qui font d'eux des pays qui sont assis sur leurs propres richesses .Face à ce tableau sombre que présente l'Afrique dans la capitalisation de ses ressources financières, l'atelier a fait des recommandations allant dans le sens de la renaissance panafricaine.

Notre constat se résume au fait que les ressources financières et matérielles de L'Afrique sont illicitement convoyées vers les pays du nord et utilisées pour les achats des biens immobiliers dans les grandes capitales du monde .Ceux du Léopard du Zaïre avoisinent les 1000 milliards de dollars .Les avoirs de certains dictateurs se chiffrent a des milliards de dollars, 5 à 6 milliards de fortune pour le feu **Mobutu** du Zaïre .Le cas de **Sanni Abacha** au Nigeria et celui de **Denis Sassou N'guesso** au Congo sont révélateurs du grand malaise qui frappe L'Afrique sur le plan du développement .Cette entrave au développement est subtilement renforcé par une mafia politico- financière internationale protégée par un arsenal juridique compliqué et L'existence de paradis fiscaux avec des comptes faramineux enregistrés sous de faux noms .En d'autres termes, les frontières n'existent pas pour l'argent mais elles existent pour la justice .Le gâchis financier enregistré après plus de 40 ans d'indépendance en Afrique n'est pas uniquement lié à la corruption interne .Le mécanisme de l'aide aux pays dits sous-développés constitue un marché de dupe animé par des télé- fossoyeurs qui ont pour nom des partenaires au développement, amis personnels des chefs d'Etats Africains, entreprises du nord et partis politiques étrangers. Les pillages économiques, environnementaux, humains ont été matériels. C'est pourquoi, un enrichissement des programmes du système éducatif pour enfants comme pour adultes permettra de valoriser l'action pour la société plutôt que pour l'individu. Pour donc étendre le réseau du panafricanisme et travailler pour valoriser les nombreuses ressources inégalables qui inondent l'Afrique, il importe d'œuvrer pour L'avènement des jeunes et des cadres panafricanistes compétents et intègres dans le souci majeur de mieux gérer les ressources du continent et d'éviter le gâchis économique et financier orchestré par certains dirigeants Africains avec la complicité des partis politiques étrangères et certaines multi- nationales étrangères corrompues. Le bien mal acquis ne profite jamais dit-on. Notre atelier constate aujourd'hui avec regret qu'il profite aux chefs d'Etats, à leur familles et courtisans. Sinon, comment comprendre que les fonds volés a L'Afrique et placés dans des comptes bancaires occidentaux ne lui sont jamais restitués.

III- Les ressources humaines

1 Constats et analyses

Contrairement à ce que certains courants d'idées avaient pensé et répandu pour légaliser le commerce triangulaire, le continent africain, grâce aux talents de ses enfants vendus de force, a prouvé à l'humanité que l'intelligence, la science, la technologie, le savoir faire et le savoir être ne sont l'apanage d'aucun peuple. Aucune race n'a le monopole du travail, de beauté, de paresse, de barbarie ou de bonté. Le bien et le mal se retrouvent partout où il y a une ère géographique au sein de laquelle s'opèrent des échanges entre les hommes. C'est la loi des couples antagoniques. La prouesse intellectuelle des esclaves dans les colonies de plantation, la facilité caractéristique de certains à parler la langue anglaise sans avoir été à l'école a donc milité en faveur de la naissance de courants d'idées, des écoles de pensée qui ont permis de révéler les capacités intellectuelles, morales, spirituelles et inventives des esclaves. C'est dire donc que depuis les temps immémoriaux, l'Africain, qu'il ait été esclave ou non n'avait rien à envier aux négriers qui étaient venus l'humilier, l'indigner pour finir par bafouer sa personnalité. De nos jours, il est impérieux pour les africains d'Afrique et du monde de se départir des préjugés et des complexes d'infériorités. Les Africains étaient au cœur de la science, des inventions, du rayonnement culturel et artistique dans le monde. L'Egypte était le berceau des mathématiques et les anciens égyptiens étaient des noirs aux cheveux crépus. Beaucoup d'inventions sont à mettre à l'actif des noirs. Le moteur à combustion, le réfrigérateur, la guitare, le feu de signalisation, la moissonneuse, les lubrifiants du moteur pour ne citer que ceux là sont inventés par des noirs. En parlant donc du niveau de compétences des ressources humaines en Afrique, il est sans aucune ombre de doute qu'il est appréciable et est devenu plus performant avec l'accélération de l'histoire. Malgré la performance du capital humain en Afrique, les modèles de développement expérimentés, les pays africains n'ont toujours pas réussi à capitaliser les innombrables atouts qui s'offrent à eux. Ces multiples plans d'ajustement structurel n'ont fait qu'aggraver la misère des peuples africains. Le plan d'action pour l'Afrique du G8 en 2002 n'a pas donné des résultats escomptés. Les conclusions à tirer se passent de commentaires. Les pays africains ne peuvent jamais se développer avec des plans d'action qui leur sont transbahutés de l'extérieur et qui ne tiennent pas compte des réalités socioéconomiques de l'Afrique. Se fondant alors sur ce constat d'échec latent, l'atelier a noté qu'il faut régler un certain nombre de préalables. Au nombre de ces préalables, il faut mettre un accent sur l'éducation, en initiant une vaste campagne de sensibilisation sur la nécessité d'un réarmement moral chez les Africains, en l'occurrence chez les plus jeunes qui sont de plus en plus désorientés par les partis politiques.

Il faut réinventer l'excellence au niveau de l'instruction qui visera à former des adultes de demain dont la mission sera de porter haut l'étendard du panafricanisme.

Pour ce faire, il faut former un citoyen panafricain, compétent, pluridisciplinaire et fortement imprégnés des réalités culturelles du continent. Dans cette perspective, l'université catholique de l'Afrique de l'ouest a vu le jour depuis 1995. Elle a des pôles d'enseignement répartis sur l'ensemble des pays de l'Afrique de l'ouest. A titre d'exemple, la Côte d'Ivoire assure la formation des médecins de la sous-région, le Burkina Faso, des techniques agricoles industrielles, la Guinée, la culture, le Bénin, l'agronomie et l'électronique...

L'atelier tout en louant l'initiative a préféré plutôt qu'on parle d'axe de formation avec la nécessité d'inscrire l'anthropologie, la sociologie, l'histoire africaine, les sciences de la nature et les sciences physiques dans les programmes de formation.

Face à l'urgence pour l'Afrique de former ses enfants, de ses ressources, ses réalités, l'atelier en tenant compte a donné la priorité à l'apprentissage triptyque qui consiste à apprendre à apprendre, apprendre à entreprendre et apprendre à être responsable. Les membres de l'atelier n'ont pas occulté les questions de la formation des formateurs, de la rétention des cadres. Ils ont enfin quelques recommandations allant dans le sens du renforcement des sentiments panafricanistes et de la réinvention de l'excellence.

2- Recommandations :

2-1 Les ressources minières intarissables

A l'issue de ces différentes analyses, l'atelier fait les recommandations suivantes en direction des Dirigeants Africains, de tous les Afro-optimistes d'Afrique, des diasporas et des autres continents.

- L'accès à l'énergie est une composante incontournable du développement. A cet égard elle doit désormais faire l'objet d'une priorité des décideurs publics du continent et d'ailleurs.
- Les Dirigeants africains présents ou futurs doivent reconsidérer le mode de propriété, d'organisation, de réglementation du secteur de l'énergie en vigueur actuellement pour l'orienter vers la satisfaction des besoins des communautés en énergie, grâce à l'adoption des stratégies communes de prix de service.
- Pour limiter les coûts d'investissement coûteux, les Etats africains doivent étudier les conditions de réalisation de nouvelles approches, dites approches transfrontalières qui prennent en compte la fiabilité technique et technologique de faisabilité, la protection environnementale et les revenus des populations.
- Etendre le réseau électrique vers les zones rurales et mettre à leur disposition des modes d'énergie efficaces et peu coûteux.
- Promouvoir l'idée de création d'une communauté énergétique panafricaine en vue de faire bénéficier les Etats enclavés de l'abondance d'autres Etats dont les capacités énergétiques peuvent aider à combler les déficits constatés ailleurs (Bassins versants de l'Afrique Centrale)
- Mettre désormais un accent particulier sur la recherche appliquée dans les grandes écoles, instituts et Universités d'Afrique. Une telle démarche favoriserait la promotion d'initiatives nouvelles qui répondraient à l'environnement et aux besoins réels des Africains.
- Trouver des solutions pratiques pour atténuer les effets nocifs de la pauvreté qui continue d'être un facteur de pollution des plans d'eau et de risques énormes de périls hydriques.
- Rendre l'accès plus facile à l'eau potable en utilisant la possibilité de forage de puits dans les régions d'Afrique où le sous-sol est constitué de roches sédimentaires.
- Réduire considérablement le taux de consommation de biomasse (surtout de bois) dans les pays africains pour éviter la désertification.
- Réviser les termes de contrats signés avec les multinationales étrangères dans l'optique de protéger l'environnement.
- Envisager la longue la création d'une union pétrolière africaine.
- Prioriser les populations des zones à production minière ou hydraulique afin d'éviter les guerres de pétrole au sein des pays africains.
- Sensibiliser enfin les populations africaines sur la nécessité de l'avènement des Etats-Unis d'Afrique, seule gage pour venir à bout des problèmes créés, entretenus et amplifiés par les afro-pessimistes et leurs maîtres d'Afrique et d'ailleurs.

2-2 Les ressources agronomiques : la disponibilité en terre au-delà des besoins du siècle

Les ressources agronomiques sont visiblement et quantitativement disponibles en Afrique. Toutefois l'atelier recommande que le capital humain soit revalorisé pour leur meilleure gestion. Dans ce sens, il urge que les Dirigeants Africains opèrent un vrai choix sur le type de développement qui s'impose à l'Afrique. C'est pourquoi :

- Les résultats des grandes rencontres continentales et intercontinentales doivent être judicieusement exploités. Il va falloir désormais veiller à ce qu'ils ne dorment pas dans les tiroirs des Dirigeants.
- Il importe de promouvoir la Souveraineté Alimentaire, c'est-à-dire le droit de chaque peuple, de chaque Etat ou Union d'Etats de définir ses propres politiques agricoles et alimentaires pour garantir la sécurité alimentaire des citoyens et permettre le développement durable sans léser les droits d'autrui. Cela passe, entre autre, par la

priorité accordée aux productions agricoles visant en premier lieu la satisfaction des besoins alimentaires des populations et la protection des frontières contre l'importation de produits à des prix de *dumping*.

- L'agriculture doit permettre l'amélioration des revenus et des conditions de travail des producteurs. Dans cette optique, il faudra mettre sur pied un lobbying puissant, capable d'amener les pouvoirs politiques à mettre à investir dans l'agriculture au moins 10% du budget national, comme cela a été recommandé lors de la rencontre des Chefs d'Etat de Maputo en 2003.
- Il faut renforcer les capacités des Organisations Paysannes pour qu'elles soient en mesure de défendre leurs intérêts et de constituer un interlocuteur incontournable de l'Etat dans l'élaboration des politiques agricoles, conjointement avec les Chambres d'Agriculture et les Elus locaux.
- Il faut mettre en place une politique de crédit agricole, qui va bien au delà de l'octroi de micro-crédits et qui prend en compte les besoins de crédit à moyen terme, pour favoriser les investissements nécessaires à la modernisation de l'agriculture. Une bonification du taux d'intérêt devrait être envisagée.
- A cela doivent s'ajouter des subventions, qui pendant des décennies ont permis l'essor de l'agriculture dans tous les pays du Nord, et qui n'ont pas cessé d'être octroyées de nos jours, malgré les règles de l'OMC.
- Dans l'allocation des ressources, il convient d'accorder la priorité aux exploitations agricoles familiales, qui constituent la base de l'agriculture africaine.
- Il importe de promouvoir les industries de transformation afin de cesser de vendre les produits bruts qui ne produisent pas de valeur ajoutée.
- La transformation de certains produits, comme par exemple le coton, pourrait buter contre l'obstacle de la concurrence des importations d'autres pays, comme par exemple la Chine (ex. pagnes). Dans ce cas, il faudrait envisager plutôt des formes de co-production, de co-entreprise et évidemment de partage des bénéfices avec la Chine elle-même, ce qui ne peut manifestement pas être fait au niveau d'un seul pays, mais bien d'un groupe de pays ou d'une sous-région.
- Promouvoir les assurances agricoles et revoir au sein des Etats africains la possibilité d'exonérer des taxes douanières les équipements et les intrants agricoles.
- Il faut choisir des spéculations agricoles précises (telles que la redynamisation de la filière du palmier à huile) et la création de nouvelles filières.
- Améliorer les conditions de vie des ruraux par la mise en place des services de base essentiels (santé, éducation, eau, infrastructures routières, etc.)
- Défendre les ressources génétiques du continent et la propriété intellectuelle
- Créer un Marché Commun Agricole Africain

2-3 Les ressources financières

L'immensité des ressources dont regorge l'Afrique ne peut être judicieusement exploitée que si l'homme est placé au cœur du développement. Dans ces conditions l'atelier recommande de :

- travailler pour la conscientisation des Africains, jeunes comme adultes, dans l'optique de purifier les mentalités
- cultiver l'être et non l'avoir tout en développant l'esprit de citoyenneté
- constituer un lobbying de la société civile pour exiger des chefs d'Etat africains et non africains l'application des accords, tels que l'accord de Mérida adopté en 2003, et rentré en vigueur en 2005, sans aucun résultat concluant. Ce accord prévoit le rapatriement des fonds illicites placés dans les comptes bancaires étrangers.
- éliminer les paradis fiscaux à Monaco et ailleurs, ainsi que les lourdeurs judiciaires qui empêchent le repérage et le rapatriement de ces fonds
- revoir le mécanisme d'aide au développement en le rendant plus profitable aux populations des pays bénéficiaires

- renforcer les capacités des négociateurs africains afin que les projets destinés à l'Afrique profitent réellement au continent
- dans ce sens, redonner à la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) ses attributs au sein des Nations Unies pour qu'elle joue davantage son rôle de formateur des cadres africains en matière de négociation au niveau de l'OMC, etc.
- renforcer les capacités de la société civile pour qu'elle soit en mesure de contrôler l'allocation des ressources et leur utilisation réelle
- que la coopération Nord-Sud, renforce l'esprit d'autonomie et non l'esprit de dépendance
- instaurer un mécanisme de contrôle des avoirs, réalisations des fonctionnaires et hommes politiques sur la base de leurs revenus
- instaurer un mécanisme de transparence dans les transactions financières entre partenaires étrangers et initiateurs de projets africains
- mobiliser l'épargne interne en limitant les dépenses de prestige liées au mariage et aux funérailles
- coopérer sainement avec la diaspora pour d'une part bénéficier de ses apports au développement des pays d'Afrique, de l'autre pour former un lobbying puissant capable de demander des comptes aux dirigeants africains
- privilégier la coopération Sud-Sud
- lutter contre l'évasion fiscale
- envisager la création d'une Ligue panafricaine anti-corruption.

RESSOURCES CULTURELLES : CONSTATS ET ANALYSE

La culture peut être définie comme l'ensemble des systèmes symboliques au sein duquel nous mettons la science, la religion, l'esthétique, l'art, l'éducation, le droit, ... bref, tout ce qui donne un sens à notre vie.

La culture africaine est celle qui sur le plan mondial suscite le plus d'engouement, c'est d'ailleurs grâce à sa culture, et non pas seulement à cause des peaux noires, que l'Afrique est présente dans le monde entier, de la Jamaïque à la Guyane, du Brésil à Cuba, de la Province d'Orient à Trinidad, en passant par Tobago, Miami et en Haïti, la culture africaine fait parler d'elle.

La Vaudou, d'origine dahoméenne, constitue l'un des patrimoines les plus importants et reconnus de l'Afrique. Il est en effet la divinité africaine qui regroupe tous les aspects de la vie de l'homme. Plusieurs chefs religieux reconnaissent aujourd'hui l'évidence du vaudou et ne ménagent aucun effort pour s'y rendre afin de se ressourcer autant que besoins se fait sentir, car la culture est d'abord une réponse aux besoins de l'homme pris dans les profondeurs de son être. A ce titre, il est bien connu que certaines musiques ou mélodies africaines arrivent à amener des individus mentalement malades à recouvrer leurs facultés.

La puissance de la culture africaine fait également ses preuves sur le plan politique, comme cela a été le cas à Cuba, où elle a eu plus d'influence que le marxisme-léninisme.

Les valeurs culturelles sont les plus grandes richesses des diasporas africaines ; en effet, celles-ci reconnaissent sa splendeur et sa beauté. Seules les litanies de famille, par exemple, ont pu permettre à des noirs descendants d'esclaves de reconnaître leur famille d'origine une fois en Afrique.

L'art et l'esthétique étant les grands nœuds de la culture, le répertoire de l'Afrique en œuvres d'art telles que les sculptures, les peintures, la musique, la danse est d'une diversité et d'une richesse importante. Mais on remarque très aisément des galeries d'art occidentales bien équipées avec des œuvres d'origine africaine, tandis que les musées africains sont pauvres. Quel paradoxe !

La jeunesse actuelle connaît très peu et mal la culture de son continent. Face à cet état des choses, l'atelier recommande :

- que l'Afrique par ses programmes d'enseignement crée un espace culturel à travers lequel elle forme sa jeunesse sur les valeurs et réalités de sa culture ;
- un rassemblement des vaudounons en un colloque abordant la problématique de la peur de la jeunesse africaine à s'approprier certains aspects de sa culture si riche en couleurs;
- sous l'angle du Panafricanisme, protégeons le patrimoine artistique africain contre le pillage de la part des étrangers et pensons à la restitution des œuvres qui sont exposés dans les musées occidentaux.

Valorisation des ressources locales en matière de pharmacopée et de médecine en Afrique

Constat et analyse

- ✓ Quarante décennies après les indépendances: la Médecine Traditionnelle (MT) marque son retour (combinaison de facteurs culturels, psychosociaux et économiques) ;
- ✓ Aujourd'hui : le nombre de Praticiens de la MT surpasse de loin celui des médecins : 1/200 contre 1/25.000 en Afrique (1/800 au Bénin).
- ✓ Pas de centre de santé dans tous les villages (produits de la nature à la portée de tous) ;
- ✓ 80% d'Africains (et environ 70% de Béninois) comptent sur la médecine traditionnelle pour satisfaire leurs besoins de santé ;
- ✓ Environ 6.377 espèces de plantes sont utilisées en Afrique tropicale dont plus de 4.000 sont des plantes médicinales ;

La médecine traditionnelle

- ✓ coûte moins chère;
- ✓ est largement disponible, car basée sur un système populaire, accepté ;
- ✓ fait partie de la culture médicale de nos sociétés ;
- ✓ ses praticiens sont tenus en haute estime et socialement reconnus grâce à une clientèle bien établie ;
- ✓ Existence des ressources incommensurables en matière de médecine traditionnelle.
- ✓ Quelques facteurs inhérents au système de santé ne favorisent pas la collaboration entre les deux types de médecine (acteurs refusent les soins au malade lorsqu'ils s'aperçoivent que celui-ci est passé chez le guérisseur)
- ✓ Pourquoi n'encourageons-nous pas ce qui est accessible et acceptable et n'instituons-nous pas des mesures en vue de le développer ?

2. Recommandations

- Faire un bilan de la médecine traditionnelle en Afrique : Comment faut-il traiter les questions de sécurité, d'efficacité, de qualité, de standardisation, de réglementation, de droits de propriété intellectuelle ?
- ✓ Nécessité de mettre un terme à l'érosion des connaissances et pratiques médicales traditionnelles séculaires
- ✓ Améliorer les mécanismes de coordination, de collaboration, de respect et de compréhension mutuels entre les praticiens conventionnels et les PMT à travers:
 - La participation des PMT aux réunions relatives à la santé ;
 - L'inclusion de la médecine traditionnelle dans les programmes de formation des médecins conventionnels (envoyer par exemple les étudiants en médecine en stage chez les PMT);

- ✓ L'encouragement de la consultation simultanée des malades;
- ✓ L'intégration de la médecine traditionnelle dans le système éducatif : apprendre aux élèves à reconnaître les plantes médicinales, nommer et décrire les maladies les plus courantes et citer au moins un traitement pour chacune d'elles.

Politique et société civile

La société civile est l'espace d'initiative qui s'occupe de la vigilance et du bien-être de la population.

Là où l'Etat pense qu'il y a une seule solution, la société civile trouve plusieurs solutions alternatives pour favoriser une bonne gestion de nos pays. Elle dispose d'une grande compétence et doit être à même d'élucider le faux du vrai. Que doit faire la société civile pour ne pas être contestée ? Elle doit être impeccable, compétente et non médiocre, à la quête de l'excellence et de la perfection.

La société civile doit s'organiser et éviter au maximum l'auto-destruction. Elle doit également être en accord avec la population à la base.

L'atelier propose :

- la création d'un journal panafricain propre à la société civile
- éduquer les populations, qui sont les premières à être souveraines
- création d'un observatoire panafricain de la société civile
- renforcement des capacités de mobilisation, de communication, de plaidoyer et de prise de position sur les grands enjeux
- s'auto-financer pour éviter d'être un appendice de l'Etat et de dépendre de l'étranger

2- Les recommandations

- former un citoyen pénétré des valeurs culturelles nécessaires à l'édification complète de l'être humain ;
- former un citoyen ouvert aux réalités africaines et du monde
- former un citoyen qui refuse la jouissance passive et intéressé mais qui priorise l'intérêt collectif ;
- former un citoyen militant, convaincu de la nécessité de promouvoir une Afrique toujours mue par l'esprit progressiste et d'innovations ;
- réitérer les expériences des universités fédérales ;
- inventez des stratégies appropriées (salaires incitatifs, disponibilités des infrastructures didactiques et des laboratoires) en vue d'éviter la rétention des cadres ;
- que la formation donnée soit adaptée à l'environnement, c'est-à-dire aux besoins des pays africains ;
- faire la promotion de la médecine traditionnelle dans les cours secondaires et dans les universités
- faire la promotion de l'Indicamétrie